



Message d'introduction de Claude Fischer

Bonjour à tous, et merci d'être là, dans cette magnifique salle de 2iE, et à Amadou, son directeur, ami et partenaire des Entretiens Eurafricains... Merci aussi au représentant du tout nouveau gouvernement : nous avons suivi avec passion l'histoire récente du Burkina Faso et nous vous souhaitons bonne chance !



Rien ne se fera sans la société. L'Europe le sait bien : quand les sociétés sont trop éloignées, elle est menacée ! Mais ce sera au cœur de nos travaux... je ne développe pas.

Aujourd'hui je suis Burkinabè, habillée en burkinabè ! Et nous le sommes toutes et tous comme le dit cette banderole derrière moi : une façon (visible !) d'exprimer notre solidarité, mais plus encore car nous sommes dans le même monde. Et si vous me permettez de citer Montesquieu « ...je suis un homme (une femme) avant d'être français, je suis homme d'abord, et ne suis français que par hasard » : quel plus beau message de « citoyen » du monde ? Il ne s'agit pas ici de nier nos identités, nos différences, nos cultures... au contraire, elles seront le ciment de

notre unité ! Aujourd'hui nous sommes tous inquiétés par des groupes terroristes, des djihadistes extrémistes qui n'acceptent pas que les peuples puissent se rencontrer, débattre, fraterniser et construire un monde meilleur, prospère pour tous.

Nous les combattons avec nos valeurs communes, à redéfinir, et nous les vaincrons ensemble. Certes les forces armées unies doivent combattre, car c'est une guerre, mais les forces civiles doivent s'en mêler aussi car c'est la mobilisation des peuples qui les fera reculer durablement.

Pendant deux jours, nous allons avoir un débat sur le renouveau des relations Union européenne/Afrique de l'Ouest. « Renouveau » car rien ne sera plus comme avant avec les transitions démocratiques que vous avez engagées ! Relations d'intérêt mutuel, en coopération, pour construire la croissance et l'emploi, ici et là-bas. Il y a beaucoup d'enjeux macro-économiques : nous entendrons des économistes de renom avec Gilles Yabi et Philippe Hugon, un duo de choc qui nous dira dans quel contexte on évolue...



Mais il y a beaucoup de conditions micro-économiques à réunir. C'est celles-là qui seront au cœur des tables rondes, avec des acteurs de la société, des jeunes, des femmes dont la présence nombreuse est un excellent présage, des entreprises et industriels, des territoires, des écoles, des juristes, les banques et bien d'autres acteurs financiers pour un débat entre eux et avec les institutions : c'est un partenariat entre les dirigeants publics et les acteurs privés que nous voulons construire. Permettez-moi de citer Philippe Herzog – que je veux excuser aujourd'hui – et de le remercier pour nous avoir aidés dans la préparation des Entretiens Eurafricains depuis plus d'un an, et qui nous a apporté ses réflexions issues de son expérience pour « gouverner en partenaires » !

Nous sommes des militants d'une « démocratie participative » je devrais dire « partenariale », car la représentation (encore faut-il pouvoir élire

nos dirigeants !), sera encore plus forte si nous ne leur déléguons pas tous nos pouvoirs, mais si nous nous organisons pour pouvoir nous impliquer dans les choix collectifs.

Je veux pour finir remercier tous nos partenaires, vous êtes nombreux et rien n'aurait été possible sans vous, remercier Annick Girardin et Joséphine Ouédraogo, nos marraines qui ont été un formidable levier !

Ces Entretiens Eurafricains prolongent le « Sommet de la société civile » que nous avons organisé au printemps 2014, en marge du Sommet des chefs d'Etat UE/Afrique, qui ne nous avaient pas invités (!) : ils sont une création. C'est la 1^{ère} édition... Votre participation nous promet un bon succès et une suite... Mais, comme on dit, « chaque jour suffit sa peine » : et je vous ferai des propositions dans les conclusions...



CONCLUSIONS PROVISOIRES DE CLAUDE FISCHER



Un évènement fondateur !

2 journées passionnantes, un premier débouché d'un an de travail, bien récompensé : 500 personnes, venues de plusieurs pays d'Afrique et d'Europe, de sensibilités et d'horizons divers, réunies ici à 2iE pour explorer une stratégie d'investissement ! Des auditions, des témoignages, des tables rondes nous permettent de sortir avec une réflexion et quelques pistes pour l'action... Ces conclusions sont provisoires, car non seulement il faudra relire les riches interventions, mais le travail est devant nous !

Ce n'est pas un colloque de plus : c'est un évènement fondateur ! Car nous allons créer Les Entretiens Eurafricains ici en Afrique pour poursuivre les rencontres et débats entre des hommes et des femmes volontaires, soucieux de dessiner un avenir pour l'Europe et pour l'Afrique. Et c'est aussi une réponse à tous ceux qui auraient la prétention de nous en empêcher...

Investir : c'est un choix de société. Le choix d'une société qui se projette.

Je viens d'Europe où le climat de doute et de défiance est général. Je découvre (mais je le savais déjà !) un climat d'espoir et de confiance en Afrique. Pas un afro-optimisme béat, mais des

Africains déterminés, conscients de l'énorme tâche qui les attend. Je ressors de ces 2 jours avec la conviction que notre avenir peut et doit être commun... mais rien n'est écrit d'avance ! Car l'Afrique peut très bien poursuivre sa route sans nous, sans l'Europe. C'est un choc pour nous Européens qui avons toujours pensé qu'on était le centre du monde. On n'est qu'une « province » du monde comme l'a très bien écrit Dipesh Chakrabarty, grand penseur indien, et ici on en prend conscience !

Les forces existent en Afrique, avec des hommes et des femmes boostés par le contexte historique : une Afrique qui « bouge », un peu comme les plaques tectoniques hier, provoquant une sorte de séisme à l'échelle du monde. Elle est riche d'opportunités, consciente de sa force, et tout à la fois des difficultés et de ses faiblesses, des efforts qu'il va falloir déployer pour répondre aux immenses besoins des peuples, de sa jeunesse qui est ici à nulle autre pareille et pose des problèmes redoutables, comme nous l'a rappelé Philippe Hugon.

Nous les Européens, nous sommes plus vieux : pas seulement en âge ! Mais dans nos têtes. Et si nous ne savons pas « utiliser le temps qui nous reste pour déployer notre action » (Philippe Herzog), nous sombrerons. Hier, Nadia Mensah-

Acogny nous a dit : il faut changer de comportement ! Elle vient de Londres où il est naturel de prendre des risques. Osons l'avenir ! N'ayons pas peur ! Cette attitude offensive vaut pour tout, et pas seulement pour la formation : les échanges que nous avons eu sur les banques étaient significatifs... C'est vrai pour vous, Africains de l'Afrique francophone ! C'est encore plus urgent pour nous Européens qui avons perdu notre ressort moral et la volonté politique de partager de nouveaux choix collectifs. Nous sommes marqués, traumatisés, par la crise, une crise structurelle, économique, sociale et politique.

L'Afrique prend le relais d'une Europe qui a su innover et investir et qui aujourd'hui est en panne. L'innovation et l'investissement forment un couple : passer des idées à la production... Mais attention que le principe de précaution ne l'emporte pas sur la prise de risque dont se nourrit l'investissement ! Il n'y aura pas d'investissement sans risques. Bien-sûr, ceux-ci doivent être maîtrisés. C'est tout l'enjeu – et le sens – de toute organisation politique, c'est le rôle des Etats, des institutions régionales et mondiales... Il ne faut pas laisser le marché aux puissants, mais organiser la solidarité : car le développement sera solidaire ou nous aurons les guerres, qui ont déjà commencé. L'exclusion divise, elle tue. Le développement doit être inclusif. Et pour cela, oui, nous avons besoin des Etats et des sociétés : les deux. Ensemble.

L'investissement n'est pas qu'une politique économique, c'est une politique de civilisation qui doit faire sens pour les sociétés. Avec la révolution des comportements, il va falloir engager la révolution de nos structures étatiques, de nos systèmes éducatifs et de formation, revaloriser le travail et l'entreprise, dédramatiser le marché, réussir à construire une économie politique d'un nouveau type de développement. Car face aux défis climatiques et démographiques, il va falloir inventer un

développement durable, faire preuve d'inventions, et déployer toute notre énergie !

Placer l'investissement au cœur des agendas politiques européen et eurafricain

C'est dans cet esprit que je voudrais pointer quelques pistes de réflexions pour une action susceptible de développer l'investissement et la placer au cœur de nos agendas politiques, européen et africain, et de nos relations. Les besoins d'investissements sont massifs, en Afrique et en Europe : en capital humain, une priorité absolue ; en infrastructures, pour créer le socle de marché (« camp de base ») ; en nouvelles entreprises, moteurs de la création d'emplois et d'activités. Il va falloir bâtir des chaînes d'innovation qui articulent la R&D, la formation, la production, les services, et les marchés : nous aurons besoin de PME (on en a beaucoup parlé) et des grandes entreprises (on en a moins parlé) qui ont une responsabilité particulière et sans lesquelles nous ne créerons pas les filières et les réseaux industriels et de services. Et associer les ONG.

Ce sont les investissements qui créeront la richesse : « il faudra 9% de croissance » nous a dit Félix Bikpo pour commencer à créer l'emploi... Mais vous ferez du 9% que si les hommes sont actifs, la croissance ne viendra pas de l'extérieur. Pas seulement. Avec quelles activités et quels types d'emploi ? Je vais y revenir.

Mais alors que les besoins sont là, que l'argent existe, il n'y a pas assez d'investissements. Les ressources financières en circulation sont massives : 20 000 milliards de dollars dans le monde ! Comment résoudre la contradiction ?

Nous avons eu un échange sur le rôle et la place des Etats qui doivent encadrer les choix collectifs, proposer des programmes et des soutiens publics. Chez nous, les Etats sont fatigués, ils sont « lourds » et ne sont plus les « maîtres des horloges ». Ici en Afrique, ils ne

sont pas (contrairement à la Chine) un investisseur puissant, et ils doivent se démocratiser... Un mouvement est engagé comme ici au Burkina Faso, mais si les gouvernements n'associent pas leurs sociétés, les retours de bâton peuvent être violents, on le voit en Tunisie, ou en Egypte.

Aujourd'hui, c'est la finance privée qui est en position de force pour mobiliser les énormes ressources dont on a besoin, et l'Etat – même vertueux – ne pourra plus faire tout seul : le public a besoin du privé. Réciproquement le privé a besoin du public. Or celui-ci est dans l'incertitude face à l'instabilité de nos systèmes économiques... et de la commande publique. Je comprends mieux l'interpellation de Gilles Yabi quand il affirmait hier matin que le problème est d'abord politique avant d'être économique. La faiblesse politique est un frein à l'engagement du privé !

Vers un nouveau modèle de gouvernement en partenaires

Mais que veut dire « Etat fort » ? Le retour de l'Etat dans la situation d'insécurité que nous connaissons n'est pas un moteur pour l'investissement : les sociétés demandent de la protection d'abord, pas des investissements. Et chez nous, la protection sociale plombe l'investissement quand les inactifs sont plus nombreux que les actifs. Quel serait le bon concept ? Les modèles politiques sont à inventer : pour essayer d'articuler stratégies privées et stratégies publiques, et créer de nouveaux types de partenariats. « Gouverner en partenaires » : voilà un beau sujet à mettre au cœur de nos réflexions !

On nous a dit : le vrai problème, c'est le financement ! Pas si sûr. Car :

Il n'y a pas, ou trop peu, de projets. Et on est surpris d'entendre les investisseurs institutionnels nous dire que le véritable

problème n'est pas la crédibilité du projet (encore que les études de faisabilité peuvent devenir des freins, comme chez nous en France avec l'exemple de la voie rapide Charles de Gaulle/Paris) mais la crédibilité des porteurs eux-mêmes. Et quand il y a des projets dans la population, portés par des femmes ou des jeunes, en milieu rural ou dans les quartiers populaires des villes – comme on l'a entendu avec les témoignages émouvants des femmes – ils ne trouvent pas les fonds d'amorçage qui leur permettraient de développer l'activité de leurs ONG et de leurs membres.

Il n'y a pas encore de marchés, ils sont embryonnaires. Chez nous, le marché est diabolisé, et ici aussi : or un marché, c'est un espace d'échanges, de coopérations et de paix (on ne commerce pas quand on est en guerre !). Il faut le construire, partout, dans le monde et par régions pour permettre aux Etats d'exister, de s'ouvrir, de contribuer à la rencontre et à la connaissance des peuples et des sociétés – qui ont peur des autres (malgré – ou à cause ? – la télévision et internet qui donnent à les voir en temps réel). Or c'est très dur de construire un marché régional : en Europe, nous essayons de construire un marché unique, avec des institutions européennes qui co-existent en tension, avec un Conseil, une Commission, un Parlement... Nous avons construit un espace avec des règles et du droit... Et pourtant ça ne marche pas. Nos Etats ont été formatés pour défendre des territoires et des citoyennetés exclusives : ils font de la résistance, au nom de leur souveraineté. Les nations sont de retour et l'Europe est menacée de dislocation avec le risque de la sortie du Royaume Uni, ce qui serait notre échec ! Et les sociétés ne sont pas mobilisées, pire elles se replient. Les Etats africains n'ont pas l'ancienneté des Etats européens, et peut-être qu'il sera plus facile de les unir, et d'unir les peuples qui se pensent africains (nous, on se pense français, allemand, italien, d'abord, pas européen). Vous vous

interrogez sur l'avenir de l'UEMOA dans la CEDEAO : faut-il multiplier les niveaux administratifs ? En cherchant à renforcer les institutions communautaires, les rendre « plus légitimes » (en leur déléguant nos pouvoirs ?), et légiférer encore et encore, on se trompe peut-être de sujet : mon hypothèse est que si ça ne marche pas, c'est parce que les sociétés ne sont pas mises en relation, et n'ont pas de projets communs... Les projets doivent se bâtir sur les territoires, dans des sous-régions, dans des coopérations renforcées, par secteurs... Construire des espaces de projets partagés, transfrontières, voilà ce qu'il faut chercher à bâtir parallèlement à la multiplication de projets décentralisés, de « proximité ».

Comment valoriser les projets ? On a ouvert plusieurs chantiers.

1. L'innovation dans la formation, avec un débat important sur la formation professionnelle pour une meilleure adéquation emploi/compétences.
Les écoles doivent s'ouvrir aux entreprises, et les entreprises participer aux formations. Vous avez besoin de cadres et d'élites partout, dans l'administration et dans l'entreprise, mais vous avez besoin d'ouvriers, de techniciens et d'ingénieurs. 70% du budget pour les universités qui forment au social et l'administration, c'est trop. Il faut réorienter les budgets, créer des centres de formation professionnelle d'excellence comme celui de Ziniaré, former les formateurs, introduire le numérique (j'y reviendrai). Mais les fonds publics ne suffiront pas : le privé doit entrer dans le jeu. Et les fonds européens doivent financer la formation, pourquoi pas le FED. Car les besoins sont massifs : qualifier les jeunes en difficulté, requalifier les adultes, alphabétiser les femmes (49% ne savent pas lire, écrire ou compter), développer l'apprentissage, l'alternance... Ici, on a besoin de qualifications dans toute la gamme des activités. Viser le plein emploi salarié n'est

pas crédible, mais aller vers le plein emploi des capacités humaines : cette expression trouve tout son sens en Afrique ! Y compris en préservant l'informel. En France, il est interdit : on préfère payer le RSA à une jeunesse désœuvrée plutôt que de le l'autoriser à exercer des petits boulots ! Parallèlement aux enjeux de formation, Didier Acouetey a proposé de développer un marché du travail régional, ce qui supposera une reconnaissance des compétences, et un dialogue transfrontière entre les organisations du marché du travail quand elles existent, avec un beau rôle pour le numérique. Les applaudissements nourris et répétés pour Abossé Akue-Kpakpo, prouveraient à eux seuls que le numérique doit prendre toute sa place dans la formation. Mais attention : que vaut le numérique sans maîtrise du contenu ? Et Philippe Hugon vous dira que la formation exige des équipes pédagogiques et de la relation maîtres/élèves qui n'existent pas avec internet ! Par ailleurs, les jeunes sont des « consommateurs » de l'internet ! Investir en haut débit et en infrastructures de réseau... oui, mais les équipements sont créés en Asie, les contenus sont américains, et les données sont captées par leurs géants mondiaux. L'Europe a raté le marché : nous représentons 1% du marché mondial, et le poids du numérique dans l'économie, est moitié moins qu'aux USA. Quelle valeur ajoutée l'Afrique pourrait-elle avoir ? Les innovations dans l'utilisation –pour la formation et le transfert d'argent par exemple, ou pour la santé et l'administration- devront déboucher dans de nouvelles industries de services, et créer des emplois dans de nouvelles plateformes collaboratives pour l'échange des données entre l'offre et la demande... sinon, le numérique restera un objet de consommation avec beaucoup de risques...

2. Les projets dans l'industrie et les services, agriculture, énergie, construction, transport, culture (avec le projet Ciné Guimbi)... Des

innovations se développent, liées à la réalité même de l'Afrique, à sa diversité et ses inégalités (ce qui n'est pas la même chose), et à ses défis démographiques avec une croissance inédite des villes et des campagnes. Il faudra des grandes infrastructures de réseaux, mais aussi des projets décentralisés avec des petites réalisations locales. Et doper les investissements dans une Afrique riche de ses hommes et ses femmes et de ressources naturelles non encore exploitées. Comment les grands groupes peuvent-ils investir et assumer leurs responsabilités sociales ? Les taux d'intérêt sont bas, mais les risques sont accrus : risques de marché, avec des prix volatils ; risques de garanties et de retour sur investissement insuffisant, les entreprises voulant être garanties sur leurs résultats anticipés (« l'argent d'avant, l'argent d'après », selon l'expression de Bruno Bensasson, le directeur Afrique d'Engie). Les groupes créent des fonds d'investissement : Engie Rassembleurs d'Energies, Schneider Electric « Accès de tous à l'énergie », mais comme Laure Vinçotte nous l'a expliqué, ils financent des projets une fois qu'ils ont déjà

démarré, crédibles et rentables, comme AUSAR Energy, qui a dû mobiliser un capital et des compétences avant de pouvoir lever les 1ers fonds. Quant aux PPP pour les

infrastructures, ils sont un bon modèle, mais difficiles à mettre en œuvre, alors que les besoins sont immenses (93 milliards de dollars/an selon la Banque Mondiale). L'autoroute de Dakar, les infrastructures près du lac Kivu et de la rivière Ruzizi à la frontière du Rwanda et de la RDC dont nous a parlé Isabelle de la BEI, mais ça ne fait pas beaucoup d'exemples. Pourquoi ? Plusieurs raisons ont été listées : faiblesse des Etats qui ne garantissent



pas, rivalités des grands groupes, et notamment chinois, pas de réglementations juridiques et pas d'harmonisation fiscale... Les entreprises européennes doivent être les meilleures et rendre plus de services innovants (comme de maintenance) nous a dit Olivier Bousige d'Eiffage, sinon, elles perdront les marchés publics !

3. L'élaboration de marchés organisés a fait l'objet d'une table ronde avec l'émergence d'un droit OHADA dynamique. Faut-il étendre le droit OHADA ? Comment l'adapter aux réalités ? Et construire un droit dynamique pour favoriser partout, l'entrepreneuriat et les alliances d'entreprises ? La comparaison avec le droit anglo-saxon plus flexible a été débattu, et il est vrai qu'on ne peut que s'interroger quand l'AGF nous dit que, parmi les demandes des start-up qu'il reçoit, aucune n'est dans la zone francophone ! Le droit doit se bâtir mais il est doit être au service l'initiative, de l'investissement et de l'économie, et permettre de régler l'insécurité judiciaire. Marcel Serekoisse-Samba a mis l'accent sur le besoin de

modes alternatifs de règlements des conflits. Fiscalité, Union douanière, droit de propriété, concurrence... mais – et sans vouloir faire des comparaisons abusives – trop de

droit, ce qui n'est pas votre cas, (ou le droit pour le droit !) risque d'étouffer l'initiative : en Europe, il a pris le pas sur les projets et les politiques industrielles. Or j'insiste c'est par les projets qu'on construira les marchés régionaux et par nos coopérations qu'on bâtira un marché mondial. On a construit une Europe de droits alors qu'on a besoin d'une Europe de projets ! C'est sans doute aussi là qu'il faut chercher l'échec de l'Europe.

4. Je terminerai par la finance, et d'abord par les politiques de développement. « Sortir de la culture de l'aide » comme l'a proposé Jean Lamy. (Sauf peut-être pour les projets portés par des femmes qui ne pourront pas démarrer sans subventions). On perd des parts de marché, il faut les reconquérir dans « l'intérêt mutuel » ! L'Europe a programmé 15 milliards d'investissements, et ce qui est intéressant si on y arrive, dont 6,5 milliards seront consacrés aux infrastructures et à la coopération Sud/Sud. Je suis convaincue pour ma part que c'est avec le renforcement de la coopération et du développement entre les pays d'Afrique qu'on renforcera les relations commerciales et les coopérations avec les pays d'Europe. Sud/Sud pour mieux faire Nord/Sud ! La France quant à elle nous a dit Gilles Thibault a multiplié par 3 les fonds de l'AFD, et créé un nouvel outil AFD/CDC, avec une filiale Proparco, dédiée au secteur privé. Toutefois, je ferai 3 remarques : c'est trop court ; ça ne fait pas levier ; et il y a besoin de mieux coordonner les aides européennes entre elles... Quant au système financier : il faut le transformer pour que l'épargne aille à l'investissement. Les règles prudentielles ont été renforcées (Bâle 3) avec la crise mondiale, et il le fallait pour éviter trop de spéculation, et que l'argent n'aille faire de l'argent sur les marchés ou des bulles, mais on n'a pas trouvé le bon équilibre entre prudence et financement du risque. En Europe, on a engagé 2 réformes : l'Union bancaire, et l'intégration des marchés de capitaux pour faire levier et financer l'investissement. L'idée (devenue pensée unique) que les investissements se feront par les marchés, et non plus par les banques, doit être débattue : d'abord, parce que la masse des PME n'y ont pas accès ; et parce que les entreprises ont besoin des services bancaires et de nouvelles offres. Je ne sais pas si « j'aime ma banque ! » – une publicité sur nos écrans de télévision – mais je sais qu'on a besoin des banques : nous devons avec elles redéfinir leurs missions et engager la

bataille de la régulation, plus incitatrice à l'investissement dans l'économie réelle. Je n'ai pas le temps de développer, mais on nous a proposé ce matin des fonds de garantie pour les banques qui prêtent : il existe AGF. Pourquoi ne pas les multiplier ? Tout comme d'ailleurs les fonds souverains comme le FONSI (le seul en Afrique de l'Ouest) ou les institutions de mésofinance comme COFINA qui est en train de devenir un groupe à l'échelle de la région avec déjà 6 établissements. Enfin, concernant les investisseurs institutionnels, les assureurs, les fonds de pension ou les fondations, il faudra créer les conditions de leur développement en Afrique, et offrir une régulation appropriée : or, déjà le code CIMA les contraint ! Et en Europe, Solvency 2 ou les règles IFRS sont court-termistes, complètement inadaptées en Afrique. Le potentiel de développement est énorme mais encore faudra-t-il que l'épargne levée puisse aller s'investir dans l'activité et le développement, ou au moins les garantir ! Là-aussi des combats doivent être menés.

5. Je ne dirai rien des politiques économiques, monétaires et budgétaires. On l'a mesuré dans les interventions, elles sont des freins à l'investissement : comment alors les réformer pour qu'elles favorisent le développement des industries et des services et la compétitivité des entreprises et des territoires ? Elles feront l'objet de nos futurs travaux, et pourquoi pas le sujet des prochains Entretiens Eurafriens...

Je terminerai d'une phrase par les questions démographique et démocratique, indissociablement liées. Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest ont un double défi : renforcer leurs institutions et redéfinir leur rôle ; faire participer la société civile (au sens des acteurs organisés), les femmes et les jeunes qui vont former la grande majorité de la population, en les consultant et en les impliquant dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation

des politiques publiques : c'est un vaste mouvement de société qu'il faut construire !

Nous avons lancé Les Entretiens Eurafriains en 2014 pour travailler, rapprocher, débattre... ils doivent se développer pour permettre aux membres de nos réseaux de devenir de véritables experts, des experts de la société capables de participer à la décision politique ! C'est une condition pour que celle-ci soit bonne, et une assurance pour les gouvernements de réussir... Dans cet esprit, nous ferons des recommandations issues de nos échanges pour des politiques incitatrices à l'investissement. Nous avons préparé cette 1^{ère} édition avec André-Franck Ahoyo et Christine Holzbauer (que je veux remercier ainsi que toute l'équipe d'ASCPE) par 15 conférences à Bruxelles et Paris, et une quarantaine de rencontres/réunions à Ouagadougou, à Dakar et à Abidjan.

La 2^{ème} édition pourrait avoir lieu dans un an, en février 2017, en Europe ! On reviendra vers vous avec un projet qui sera débattu en Europe et ici en Afrique de l'Ouest. En effet, je vous propose de créer un **Bureau régional des Entretiens Eurafriains à Ouagadougou** (qui devra associer le Ghana) qui sera associé à la préparation des Entretiens Eurafriains 2017. Nous pourrons ainsi réunir, en Europe et en Afrique de l'Ouest, des conférences mensuelles préparatoires et développer la confrontation des idées, une confrontation constructive entre nous et avec les institutions, et travailler ensemble aux solutions : c'est un service public de type nouveau que je vous propose de créer. **Rendez-vous début juin pour la création du Bureau de Ouagadougou, et fin juin à Paris pour « Une semaine eurafricaine au cinéma », un évènement qui s'inscrit dans notre recherche de mieux nous connaître et de nous aimer...**

